PROMOTE 2019 : L'évènement se prépare

Continental Info

Journal d'Informations générales

400Fcfa

Directeur de Publication : Joseph KAPO

Réc. n°049/RDOP/J12/SASC

N°001 - du 14 janvier 2019

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

La Chine soutient l'Afrique

■ Selon le Dr Cheikh Bedda, Directeur des Infrastructures et de l'Energie à l'Union Africaine, l'Empire du Milieu va accorder au continent 8 milliards de dollars par an.

■ Dans le cadre de la coopération avec la partie chinoise, il est question de mettre en exergue les questions de gouvernance dans l'acquisition des infrastructures modernes.

■ Sur le plan du trafic, une projection est envisagée vers une révolution digitale complète des corridors.

Page 3

RÉAMÉNAGEMENT DU GOUVERNEMENT

Luc Magloire Mbarga Atangana reconduit au Commerce

Page 2

FILIÈRE CACAO

Les opérateurs indélicats désormais sanctionnés

Page 4

FOOTBALL

Le sacre inutile d'Eding Sport

Page 10

Interconnecter l'Afrique

Par Joseph KAPO

Chers lecteurs,
Une nouvelle parution s'invite à votre table : Continental Infos. Cette publication d'une périodicité mensuelle de format tabloïd est née du souci de ses promoteurs, d'accompagner l'Afrique dans sa mouvance de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale par l'Union Africaine depuis le 21 mars 2018 à Kigali au Rwanda.
L'objectif de la ZLEC est de dynamiser le Commerce intra-Africain, par la suppression des barrières douanières. A travers ce vaste marché de 1,2 milliard de consommateurs, le Cameroun pourra désormais y exporter ses matières premières, ses denrées de première nécessité et de grande consommation. Avec l'accompagnement du ministère du Commerce qui, depuis quelques années, a mis en place des agréments préférentiels en zone CEMAC/ CEEAC pour 146 produits.
Voilà une initiative salutaire dont les chefs d'entreprises, pour en profiter sont appelés à redoubler d'efforts afin de bénéficier de l'appui de l'État, en vue de produire quantitativement et écouler leurs denrées sur le marché continental. La filière des oléagineux l'a compris. Elle écoule ses produits jusqu'au Soudan du Sud, à quelques km du Grand barrage de la Renaissance en cours de construction par l'Ethiopie, dans le cadre du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique en abrégé PIDA.
L'Union Africaine pour y parvenir, a mis sur pied le PIDA dont le but est d'interconnecter l'Afrique par la construction des corridors, des infrastructures routières et transfrontalières, des barrages et ponts, etc. Cette volonté s'est une fois de plus exprimée du 26 au 29 novembre 2018 à Victoria Falls au Zimbabwe à, l'occasion de la 4ème semaine du PIDA, organisée conjointement par l'UA, le NEPAD, la BAD et le GIZ. A leurs côtés se sont joints les Européens et les Chinois, tous engagés à poursuivre la construction des infrastructures africaines.
Ce qui permettra aux pays africains comme le Cameroun d'exporter le cacao, le café, la banane, le poivre de Penja, les huiles, du bois. Les seuls défis sont ceux de la transformation locale, et de la densification de la production pour mieux affronter la concurrence asiatique et européenne. Pour atteindre les investisseurs et consommateurs, seuls les journalistes africains sont appelés à mettre à la disposition du public, des informations de bonne facture.
Bonne lecture

ZOOM

MINCOMMERCE

● Luc Magloire Mbarga Atangana reconduit

A la faveur du décret présidentiel portant réaménagement gouvernemental du 04 janvier 2019, le Cameroun a désormais un nouveau Premier ministre en la personne de Joseph Dion Ngute . Parmi les personnes sur lesquelles il pourra compter, il y a certainement le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. Il s'est confié à la presse ce jour-là.

« On se sent très honoré de cette marque de très haute confiance, mais en même temps on se sent interpellé par rapport aux taches qui nous attendent, au regard de la continuité du projet politique du

chef de l'Etat placé sous le signe des Grandes Opportunités. Dans son message le 31 décembre 2018 à la Nation, il a indiqué que les conditions entaient émergentes pour notre économie. C'est un nouveau défi. Je sens le poids de la charge, c'est le sentiment qui m'anime ce soir, je me demande si mes épaules me permettront d'honorer cette très haute confiance, de pouvoir apporter ma modeste pierre vers ce chemin qui doit nous conduire inexorablement vers l'émergence.
Nous devons approvisionner les marchés africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale mise en place par l'Union africaine. Nous allons conquérir des nouveaux marchés régionaux, sous -régionaux, nous avons un bon sol et de bons produits. En ce qui concerne le cacao, nous aurons pour priorité de transformer localement notre cacao si possible toute notre production. Les conditions infrastructurelles sont réunies il faut passer à l'action. La devise du commerce, c'est le développement. La mise en œuvre de la ZLEC en 2019 est une opportunité pour nous, elle entre en vigueur au deuxième semestre. L'Afrique représente un marché de 1 milliard deux cents millions de consommateurs, l'équivalent des marchés chinois et indien. Ce marché sera sans barrière tarifaire et je souhaite que le Cameroun soit le premier à occuper cet espace. C'est une opportunité d'emplois pour les jeunes. L'entrée dans ce vaste marché si nous réussissons l'entrée, ça serait un pari gagné. »

Propos recueillis par Lucien Tchaptchet

Continental Infos

Réc. n°049/RDOP/J12/SASC
du 02 novembre 2018

Tél. : (237) 677 79 44 85 / 655 68 41 51
e-mail : kapojoseph@yahoo.fr

Directeur de la publication :
Joseph Kapo
Tel. : 677 79 44 85

Rédacteur-en-Chef :
Lucien Tchaptchet
Tél. : 694 60 01 64

Rédaction :
Abe Bijepi, Lucien Tchaptchet,
Christophe Mbassi, Madeleine Edimo,
Emeric Tumbove, Naye Achile, B.E

Images
Claude Bernard Hanlog

Relations publiques :
Naye Achile

Infographie :
BlaDes Production

Imprimerie :
JV Graph
Tirage : 5 .000 exemplaires

PIDA WEEK

L'Afrique et l'Europe par des corridors

C'est le souhait exprimé par la partie européenne à l'occasion de la clôture de la 4ème semaine du PIDA le 29 décembre 2018 à Victoria Falls au Zimbabwe. En présence de plus de 400 invités de la 4ème semaine du PIDA au Eléphant Hills Hotel à l'initiative de la Commission de l'Union Africaine, du NEPAD, de la BAD et du GIZ.

« *Je n'aimerais pas que ces corridors s'arrêtent au Caire, mais plutôt qu'ils se poursuivent en Argentine, il faut considérer les Européens comme des voisins, nous sommes très intéressés au Projet PIDA. Votre avenir est le nôtre* ». Ainsi s'exprimait Francisco Perera le responsable de l'Union Européenne à l'UA.

Un point de vue soutenu par le Dr Inge Boumgardent représentante du Giz à l'UA qui annonce que leur priorité en 2019 portera sur la jeunesse africaine, avec un accent sur un mécanisme d'appui au développement des infrastructures en l'occurrence le PIDA riche en approche collective.

La mission chinoise à l'UA quant à elle, se dit prête à négocier avec l'Afrique dans le cadre de la Zone de Libre Echange Continentale, tout en promettant de continuer à soutenir les pays africains en matière de développement des Institutions, des nouvelles banques pour le financement du PIDA. Une idée soutenue par le GIZ qui promet plus de moyens financiers au Projet PIDA pour les trois années à venir. Ces propos ont été confirmés par M. Zhu le chef de la mission chinoise à l'UA : « *nous verrons ensemble comment remédier au déficit infrastructurel en Afrique* ».

La deuxième phase du PIDA qui démarre en 2019, s'articulera autour du secteur privé, du gouvernement et de la société civile articulée autour des femmes et des jeunes. L'on devra aussi privilégier les corridors pour favoriser le commerce intra-africain, soigner son image auprès des partenaires, avoir un cahier de charges relatif à la mobilisation des financements, investir dans les énergies renouvelables, construire des routes et appliquer les règles de bonnes pratiques, conformément au thème de la rencontre : « *Realizing Africa,s Integration throught Smart Infrastructure and Good Governance* ».

Selon le Dr Ibrahim Assane Mayaki, chief executive officer of NEPAD Agency, « *les infrastructures constitueront nos priorités, le NEPAD a signé un mémorandum d'entente avec le secteur privé, pour faciliter l'approvisionnement du continent en eau* ». La rencontre s'est achevée par des recommandations aux rangs lesquelles : la mise en place d'une plateforme et d'un mécanisme de bonne gouvernance pour attirer les investisseurs, la facilitation de la prise en compte du secteur privé dans les projets prioritaires du PIDA, et le renforcement des capacités dans les secteurs clés de développement des infrastructures continentales. A ceci s'ajoute l'engagement à soutenir les efforts d'accélération du développement des

projets prioritaires du PIDA dans les zones transfrontalières susceptibles de renforcer le processus d'intégration régionale, l'intensification de la communication sur les projets PIDA, la création d'emplois et le respect des normes dans les projets retenus pour le PIDA PAP 2020-2030 .

« *La semaine du PIDA a brillé par un succès éclatant, nous continuerons à le soutenir* » a déclaré NEPAD Mamadi Souare manager régional chargé de l'intégration de la BAD. Le plan d'action de l'UA est connu à en croire Cheikh Bedda directeur des Infrastructures et de l'Energie : « *En 2019, nous comptons davantage sur le secteur privé africain, nous avons déjà engagé les discussions qui amènent a voir comment mettre sur pied des infrastructures intelligentes grâce aux TIC qui permettront de réduire les délais d'attente, les coups de transport et lutter contre la corruption* ».

La réduction des prix d'internet est une solution au déficit infrastructurel de l'Afrique. Ce qui sera bientôt un triste souvenir à en croire Mme Véronique Moampea MBio , Dga de la CSPH au Cameroun : « *nous avons les mêmes problèmes, l'une des résolutions que j'apprécie est que les régulateurs doivent travailler ensemble en regardant les activités des gouvernements ce qui rendra leurs actions en zones rurales plus palpables. On doit garder espoir, la Banque mondiale promet de former sur place les structures de régulation. Les services publics, l'eau, l'énergie, les prix nous sont imposés parce que nous n'avons pas de technologie*».

Heureusement, la Banque mondiale est en train de créer un programme de formation pour les agences de régulation en Afrique. Elles devront désormais se conformer aux règles de bonnes pratiques qu'exige la bonne gouvernance. Après Victoria Falls, cap pour l'Afrique du Nord en 2019.

Joseph Kapo
journaliste PIDA -Victoria Falls

Cheikh Bedda, Directeur des Infrastructures et de l'Energie à l'Union Africaine

«Nous sommes capables d'aller plus vite »

Quel bilan faites-vous de la 4ème semaine du PIDA ?

En termes d'évaluation, nous sommes autour de 400 participants à la 4ème Semaine du PIDA. Nous avons pu amener de nouveaux partenaires : les Chinois par exemple qui ont participé aux travaux ont promis de travailler avec les Africains sur un modéle de financement. C'est un élément qui nous manquait dans le cadre Coopération avec la partie chinoise. Troisièmement, par rapport aux questions de gouvernance, de digitalisation, de corridors intelligents, nous évoluons vers un type d'infrastructures modernes à la fois résiliant au développement intégré. Tous ces éléments combinés font de cette Edition celle qui affiche le plus de succès.

Comment remédier au déficit de financement des infrastructures des projets PIDA ?

Beaucoup de partenaires sont engagés dans le PIDA. La partie Européenne pense que la bataille qu'il faut engager, est celle de cadrer un environnement approprié pour engager le maximum possible le secteur privé, à travers de nouveaux instruments qui mettront en place des garantis à venir pour l'investissement par le secteur privé en Afrique. Quelque soient les risques. La partie chinoise dit être disponible à apporter environ 8 milliards de dollars /an pour investir dans le cadre des infrastructures en Afrique. En 2019, on va engager des discussions approfondies avec les uns et les autres. Nous comptons encore plus sur les secteurs privés africains. Tout ceci est déjà une garantie pour la 2ème phase du PIDA qui démarre bientôt.

Comment remédier au déficit d'internet, l'Afrique brillant par son faible taux de pénétration ?

La question de pénétration n'est pas d'avoir de l'internet et d'y accéder. C'est plutôt un concept mondial pour ramener l'infrastructure elle-même à être l'infrastructure intelligente, smart. Il est inutile à présent d'avoir deux postes au niveau des frontières, un seul suffit. Car les Tic vont nous permettre de partager les informations. Avec cette approche, nous allons améliorer la gouvernance au niveau du trafic, réduire le temps occasionné par les arrêts, tirer vers le bas les coûts du transport. L'Afrique ne doit pas nécessairement copier ce que d'autres Nations ont fait au 21ème siècle. Nous projetant vers la révolution digitale, donc en mettant en place des infrastructures qui répondent à cet esprit digital.

Nous sommes rassurés par toutes les études qui ont été faites récemment par la Banque mondiale. Pour certaines zones y compris celle du Sahel, la question, c'est question du développement. Nous arrivons à mettre en œuvre un Programme de Développement qui va nous permettre d'avoir un développement inclusif dans ces zones, nous y garantissons la pérennité, la paix et la sécurité.

Interview réalisée par J. K.
à Victoria Falls

INTERCONNEXION CONTINENTALE

● Des résolutions fortes

Plus de 400 participants présents à la 4ème semaine du PIDA ont adopté des nouvelles recommandations salutaires pour la transformation de l'Afrique.

Le 28 novembre 2018 à Victoria Falls au Nord du Zimbabwe, avant de se rendre en Zambie le 29 décembre pour la visite du Kazungula Bridge sur le fleuve Zambèze, des actes concrets ont été pris à travers un Communiqué final. Notamment : la mise en place d'une plateforme et un mécanisme de bonne gouvernance, la facilitation de la prise en compte du secteur privé dans les projets prioritaires du PIDA, le renforcement des capacités dans les secteurs clés de développement des infrastructures continentales.
Outre ces mesures, les participants recommandent de soutenir les efforts d'accélération du développement des projets prioritaires du PIDA situés dans les zones transfrontalières susceptibles de renforcer le processus d'intégration régionale, intensifier la communication sur les projets PIDA pour plus de visibilité sur les projet réalisés, la prise en compte de la création d'emplois comme outils d ,attraction des investisseurs et partenaires de développement, s'assurer de la qualité des projets retenus pour le PIDA PAP 2020-2030.
Des initiatives qui continueront à bénéficier des appuis financiers des organismes partenaires. Mamadi Souare, manager régional chargé de l'intégration de la BAD : « *La 4ème semaine du PIDA a connu un grand succès, nous continuerons à la soutenir en partenariat avec le NEPAD. Il constitue un véritable outil d'attraction des investisseurs* ». Une opinion similaire à celle du consul de la Chine, des représentants de la GIZ, de l'Union Européenne après de l'UA. Ceci au moment où l'on s'apprête à passer à la deuxième phase du PIDA qui s'annonce plus étoffée à en croire le directeur des Infrastructures et de l'Energie l'UA.
L'Afrique se propose de construire des infrastructures modernes conformes aux normes, s'inspirant des modèles financiers qui traitent de la question des financements et de partage de risques. « *En 2019 nous comptons davantage sur le secteur privé africain, nous avons déjà engagé des discussions qui amènent à voir comment mettre sur pied des infrastructures intelligentes grâce au TIC qui permettront de réduire les délais d'attente, les coups de transports et lutter contre la corruption* », indique Cheikh Bedda, directeur du Département des Infrastructures et de l'Energie à l,UA .
La réduction des couts d'internet est une solution au déficit infrastructurel pour l'Afrique qui comptera à l'horizon 2020, 1,6 milliards d'habitants bientôt. Pour remédier au problème d'eau, il y a eu la signature d'un mémorandum d'entente entre le Global Partnership représenté par son PCA, le Dr Kuiri Tjipangandjara et le NEPAD le 28 novembre 2018. Pour accroitre l'approvisionnement de l'Afrique en eau de qualité. Véronique Moampea Mbio, alors DGA de la CSPH au Cameroun affirme : « *Nous avons les mêmes problèmes, l'une des résolutions que j'apprécie est que les régulateurs doivent travailler ensemble en regardant les activités des gouvernements, ce qui rendra leurs actions en zone rurales plus palpables. On doit garder espoir. Les services publics : l'eau, l'énergie a un coût, les prix nous sont imposés parce que nous n'avons pas de technologie*».
Autre mesure forte, la Banque mondiale est en train de créer un programme de formation pour les agences de régulation en Afrique. Elles devront désormais se conformer aux règles de bonnes pratiques qu'exige la Bonne gouvernance. Après Victoria Falls, c'est l'Afrique du Nord qui abritera la 5ème Semaine du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) mis en place par l'Union Africaine.

Joseph Kapo

FILIÈRE CACAO

● Hermann Messi, Coordonnateur du PA3C

« La filière cacao a un bel avenir »

« Nous pensons que la filière cacao a un bel avenir, il suffira de capitaliser les actions prises par les différents acteurs…Il est temps de sévir en infligeant à ceux qui ont des sanctions prévues par la règlementation en vigueur.

Que visez-vous à travers la construction des centres de stockage et de magasins ?
La construction de centres de groupage est une réponse des autorités à la demande d'appuis exprimée par les producteurs de cacao. Elle vise à améliorer la qualité des produits, à promouvoir la pratique des ventes groupées, seule garantie d'amélioration des revenus des producteurs et un puissant instrument de lutte contre le coxage.

Comment différencier l'un de l'autre ?
La différence entre les centres de stockage et les magasins se situent premièrement au niveau de la capacité qui est de moindre importance pour les centres de stockage et de plus grande envergure pour les magasins. Ensuite, les centres de stockage sont des unités qui permettent aux producteurs de stocker les produits avant leur évacuation vers les magasins qui sont par contre des lieux de marché avant l'évacuation des

produits vers les entrepôts des exportateurs.

Comment fonctionnent-ils ?
Les centres de stockage et les magasins fonctionnent sur la base des clauses contenues dans les cahiers des charges de leur gestion. A l'occasion de la rétrocession des magasins, les présidents des Comités de gestion sont invités à signer des cahiers des charges qui précisent les modalités de gestion desdits magasins et définissent les obligations des parties que sont d'une part le PA3C : Projet Assainissement et de la Commercialisation interne du cacao et du café, et d'autre part, le Comité de gestion du magasin.

Qu'attendez-vous de ces nouvelles installations ainsi inaugurées ?
Nous fondons beaucoup d'espoir sur ces infrastructures non seulement dans l'amélioration de la qualité des produits commercialisés, mais également dans l'amélioration des revenus des producteurs et par conséquent, leurs conditions de vie. Il est attendu de ces infrastructures qu'elles servent effectivement de lieu de commercialisation du cacao où se tiennent régulièrement des ventes groupées.

Comment entrevoyez-vous la filière cacao à moyen terme après l'avènement de ces nouvelles structures ?
La filière cacao regorge d'une chaine de valeurs dont les segments sont aussi importants les uns que les autres. La construction des centres de stockage et des magasins participe des actions entreprises par les pouvoirs publics pour développer la filière cacao café à travers l'un de ses instruments qu'est le FODECC : Fonds de Développement des filières cacao et café. Il est vrai que tous les problèmes de la filière cacao ne sauraient se résoudre par la seule construction des magasins. Aussi, il est important de mettre en œuvre toutes les autres actions prévues par le Plan de Relance de la Filière Cacao Café. Nous pensons que la filière cacao a un avenir radieux. Il suffira de capitaliser l'ensemble des actions prises par les différents acteurs et donc la construction des centres de stockage et des magasins.

Comment comptez-vous combattre le phénomène de coxage ?
Le coxage est un ensemble de pratiques commerciales du cacao en marge de la réglementation. Une lutte efficace contre ce fléau passe par la sensibilisation, la formation des producteurs et la répression. Plusieurs campagnes de sensibilisation et des séances de formation ont été organisées à l'intention des producteurs pour présenter les conséquences néfastes de ce fléau, nous pensons qu'il est temps de sévir en infligeant à tous ceux qui s'adonnent à ces pratiques les sanctions prévues par la réglementation en vigueur dans notre pays.
Le PA3C est une initiative mise en place par le ministère du Commerce qui vise à réorganiser les circuits de commercialisation du cacao et du café à travers la réinstauration des ventes groupées, la systématisation du pré contrôle, la construction des infrastructures de stockage et de marchés et la facilitation de l'accès des producteurs aux financements des campagnes. Son objectif global est d'améliorer les revenus des producteurs.

Face à la conjoncture, quel pourra être l'apport du PA3C pour le relèvement de la filière ?
L'apport du PA3C dans le relèvement de la filière pourra être perceptible dans l'amélioration de la qualité des produits marchands qui induirait non seulement le relèvement de l'image de l'origine Cameroun et par ricochet, le bien-être des producteurs, principaux acteurs de la filière cacao.

Interview réalisée par Emeric Tumbove

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre des missions dévolues à son département ministériel par la plus haute hiérarchie de l'Etat en matière de régulation du marché intérieur et d'assainissement de l'espace économique national, le ministre du Commerce, Monsieur Luc Magloire Mbarga Atangana, a l'honneur d'inviter les opérateurs économiques des filières intéressées, ainsi que les organisations de défense des droits des consommateurs régulièrement habilitées, à bien vouloir prendre part aux réunions de concertation sur les perspectives d'approvisionnement du marché national au titre du premier semestre de l'année 2019, qu'il présidera personnellement le mardi 15 janvier 2019, dans la salle de conférences de son département ministériel, conformément au chronogramme ci-après : filière riz (producteurs nationaux, groupement des importateurs et tous autres importateurs, sociétés distributrices) ; filière boissons hygiéniques, vins, alcools, liqueurs et spiritueux (Association des producteurs d'alcool du Cameroun, importateurs et distributeurs) ; filière huile de palme, huiles raffinées et produits dérivés ; filière poisson (importateurs et agropoles et tous autres pisciculteurs) ; filières farine de blé et pâtes alimentaires.

Compte tenu de l'importance des sujets à débattre et des enjeux s'y rattachant, le ministre du Commerce compte sur la participation effective à ces concertations de l'ensemble des acteurs concernés.

BUDGET DE L'ETAT

● Les grands chantiers du gouvernement pour 2019

Ils ont été déclinés le 21 novembre 2018 devant la représentation nationale par le Premier ministre, Philemon Yang, lors de sa présentation du programme économique, financier, social et culturel du gouvernement.

C'est un projet de loi de finances qu'on pourrait qualifier de prudent. L'on peut aisément comprendre que le budget de l'Etat du Cameroun pour l'exercice 2019 que vient de promulguer le président de la République a été élaboré sous l'extrême vigilance du Fonds Monétaire International (FMI). Avec qui, le Cameroun a conclu économique et financier triennal, 2017-2019 et donc les engagements devront être respectés. Mais surtout, la loi de finances 2019 s'inscrit en grande partie dans la logique de la continuité et du parachèvement des grands projets engagés il y a quelques années. Au regard de toutes ces contingences, le budget de l'exercice 2019 s'équilibre en recettes et en dépenses à 4 850,5 milliards de FCFA contre 4 689,5 milliards FCFA, soit une hausse de 161 milliards FCFA (3,4%). S'agissant des grands chantiers qui attendent ce budget 2019, comme indiqué par Philemon Yang, « il sera question de tout mettre en œuvre en vue du parachèvement à bonne date des différentes infrastructures de la CAN 2019. De même, les pouvoirs publics vont s'atteler à la finalisation des projets inscrits dans le Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance économique, ainsi que sur la mise en œuvre optimale du Plan triennal *« Spécial Jeunes »*.

Entre autres grands défis, il y a le renforcement des chantiers de la décentralisation, tel qu'annoncé par le président de la République dans son discours d'investiture. Pour cette cause, le gouvernement va injecter de plus de 45,7 milliards de FCFA. Il est aussi prévu l'accélération de ce processus de décentralisation, à travers notamment la mise en place des Régions et le transfert accru des compétences et des ressources aux Collectivités Territoriales Décentralisées. Egalement, au cours de l'exercice 2019, le gouvernement s'attèlera à la préparation des prochaines élections législatives et municipales; la finalisation des chantiers des grands projets infrastructurels et énergétiques en cours ; le développement de l'économie numérique, de l'industrialisation et de l'agriculture de seconde génération ; la modernisation de l'économie, la relance de la croissance et la création des emplois en particulier pour les Jeunes et la poursuite de la mise en œuvre du programme économique et financier 2017-2019, conclu avec le FMI. Mais pour cela, il va falloir trouver les ressources pour couvrir ce budget.

Ainsi, il est attendu des recettes pétrolières et de gaz de l'ordre à 450 milliards de FCFA ; des recettes non pétrolières se chiffrant à 3 mille 79 milliards 500 millions de FCFA ; des prêts projets pour 588 milliards de FCFA ; des émissions des titres publics d'un montant de 260 milliards de FCFA. Mais également, des financements bancaires à hauteur de 65 milliards de FCFA ; des appuis budgétaires des partenaires au développement pour un montant de 329 milliards de FCFA ; et des dons d'un montant de 79 milliards de FCFA.

B.E.

MINISTÈRE DU COMMERCE

● La jeunesse prend le pouvoir

Le rajeunissement des principaux responsables est l'une des déclinaisons des dernières nominations intervenues dans ce département ministériel.

Ils sont en majorité jeunes. Les différents responsables récemment nommés par décrets et arrêtés du Premier ministre et du ministre du Commerce installés le 27 novembre 2018 par Luc Magloire Mbarga Atangana, le patron des séants. A la direction de la métrologie, de la qualité et des prix, un poste stratégique, c'est Freddy Noah Ava (35 ans), le nouveau patron. Inspecteur des prix, poids et mesures, major de la promotion 2009-2011, il est titulaire d'un master en systèmes des mines et métrologie obtenu en France. Il a commencé sa carrière par les services déconcentrés dans l'Adamaoua, puis dans le Centre avant de rejoindre les services centraux où il sera promu sous-directeur de la métrologie en 2013.

A côté de la jeunesse, l'approche genre a aussi été bien prise en compte dans le décret du Premier ministre du 19 novembre portant nomination des responsables au rang de directeur au ministère du Commerce. En effet, pour la première fois dans ce département ministériel, deux femmes ont été portées aux fonctions de directeur du Commerce (Mme Mirabel Ndah Pesoh) et de chef de la Brigade nationale des contrôles et de la répression des fraudes (Mme Barbara Aline Elemva-Amana). A 37 ans seulement, cette dernière est issue de la première cuvée des inspecteurs des prix, poids et mesures formés au Cameroun. « On a été mandaté comme précurseurs et on n'a pas le droit à l'erreur », reconnait celle qui, au-delà de l'honneur et la fierté qui l'animent dans son nouveau poste, est habitée par une forte pression, tellement les défis qui l'attendent sur le chemin des fraudeurs et des contrebandiers sont énormes.

C'est le même enthousiasme qui anime le conseiller technique n°2 Jean Claude Essono (45 ans) qui estime que les dernières nominations intervenues au ministère du Commerce sont une matérialisation des engagements pris par le chef de l'Etat dans son discours de prestation de serment du nouveau septennat. « Nous ferons tout pour ne pas décevoir la haute confiance placée en nous », promet le Conseiller principal de jeunesse et d'animation par ailleurs expert chargé des politiques commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La protection du consommateur, la surveillance des marchés et leur approvisionnement régulier, sont donc autant de défis et bien d'autres qui attendent la nouvelle équipe du ministère du Commerce.

Christophe Mbassi

● QUINZAINE DE NOËL

S'approvisionner en produits de grande consommation à petit prix

C'est l'objectif visé par ce concept implémenté depuis quelques années par le ministère du Commerce et qui fait désormais tâche d'huile.

C'est devenu presqu'un réflexe pour les habitants de la ville de Yaoundé et ses environs. L'esplanade du ministère du Commerce est prise d'assaut et devient un grand marché pendant une quinzaine de jours, le temps de s'approvisionner en produits de grande consommation, surtout au juste prix. L'initiative prise, il y a quelques années par le ministère du Commerce fait désormais tâche d'huile, et ce rendez-vous déjà inscrit dans le calendrier des habitants de la ville de Yaoundé. Du 15 décembre 2018 au 05 janvier 2019, c'est donc une ruée des consommateurs vers les produits de grande consommation qui est annoncée. Déjà lors de l'édition 2017, le programme Agropoles s'était associée à cette initiative qui vise à garantir la disponibilité des denrées et leur accessibilité pendant la période des fêtes de fin d'année. Mais également, les principaux acteurs des filières de production, de l'importation et/ou de distribution des produits de grande consommation.

C'est notamment le cas des huiles végétales, savon de ménage, riz, sucre, boissons, pâtes alimentaires, poulet, poisson, lait, margarine, farine de froment, gaz domestique, ciment…Comme l'a toujours rappelé Luc Magloire Mbarga Atangana, il est question d'éviter la spéculation et la pénurie sur le marché, non seulement pendant la fin d'année, ainsi que dès l'entame de la nouvelle année. «La quinzaine de Noël vise à contrecarrer toutes les mauvaises pratiques sur le marché et mettre à la disposition du consommateur des produits de qualité et au prix abordable», a-t-il toujours rassuré. Après « la rentrée commerciale » du 15 au 30 septembre 2015, qui a été très appréciée par les opérateurs économiques et les consommateurs, le ministre du Commerce a donc initié cet autre concept innovant. Baptisé « quinzaine de Noël ». Pour Luc Magloire Mbarga Atangana, c'est une nouvelle manière de faire qu'on va tester à partir du 15 décembre de chaque année. Car, il est important de s'investir différemment pour que les consommateurs disposent pendant les périodes de fêtes, de bons produits au juste prix. Pour cette année encore, comme il est déjà de coutume, les partenaires de cette initiative comme par exemple l'Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (Asroc) seront présents et mettront à la disposition des milliers de consommateurs, des huiles raffinées et autres dérivés de cette filière.

Lucien Tchaptchet

8 ÈME EDITION DE LA RÉVOLUTION DE LA TUNISIE

● SE Jalel Snoussi, Ambassadeur de Tunisie au Cameroun

« Nous préparons deux grandes échéances politiques en 2019 »

Quel est l'état des préparatifs du 8ème anniversaire de la révolution tunisienne ?
En effet, ce 14 janvier se célèbre cette 8ème édition. C'est une révolution atypique car il n'y a pas eu de violence excessive. C'était un soulèvement de la population contre la dictature qui a abouti à la chute du régime. Depuis le 14 janvier 2011, dans un processus de démocratisation, on a une nouvelle Constitution, de nouvelles Institutions et on est sur la bonne voie. La démocratie, c'est d'abord une culture, on marche peut-être lentement mais, sûrement vers cette voie menant à l'installation, à l'enracinement de la culture démocratique.

Quelle sera l'innovation de l'édition 2019 ?
C'est un processus, il n'y a pas d'innovation particulière. On va célébrer le 8ème anniversaire. Chaque année, des efforts sont faits, il y a des acquis, des réalisations faites.

A présent, qu'en est-il des perspectives ?
Nous préparons deux grandes échéances politiques en 2019 : les élections législatives et l'élection présidentielle. L'opinion publique, les partis politiques, la société civile, toutes les composantes de la Tunisie commencent déjà à ressentir l'effervescence de l'avant-campagne. Il y a aussi le chantier économique et commercial qui est encore dans une situation difficile, mais il y a des améliorations.

Un calendrier d'activités est-il prévu pour le Cameroun ?
Nous allons célébrer la fête nationale le 20 mars, on ne peut célébrer toutes les fêtes. Un programme annuel pour le Cameroun est soumis à Tunis pour appréciation. Il y aura des activités économiques, des journées culturelles en Tunisie, la 3ème édition des journées portes ouvertes, des missions économiques. J'espère le plus tôt en 2019, il y aura le vol aérien direct tant attendu et annoncé de Tunis Air. C'est un moyen de renforcer la coopération et les échanges commerciaux. On a beaucoup d'étudiants camerounais en Tunisie, de malades qui y vont, ils le feront sur un vol de 4 heures au lieu de faire des escales ailleurs.

Interview réalisée par Emeric Tumbove

FRONTIÈRES BOTSWANA-ZAMBIE

● Dr Ibrahim Assane Mayaki, Chief Executive Officer du Nepad

« Les postes frontières vont transformer les mouvements des marchandises »

« Les deux postes frontières joints : Botswana-Zambie vont radicalement transformer les mouvements des marchandises. Nous avons un déficit financier qui s'élève en centaines de milliards

Quel est le pourcentage des réalisations des travaux de construction ?
Le projet a commencé en 2013, il y a fait sept ans et est le 73eme mondial. Seulement, il faut voir les postes frontières joints des deux côtés, du côté du Botswana et de la Zambie. Quand vous visitez le poste frontière, une centaine de camions sont alignés, et qui peuvent passer des jours pour traverser la frontière. Ainsi donc, les deux postes frontières joints vont radicalement transformer le mouvement des marchandises dans la région.

En quels termes parlez-vous de transformation ?
Parlant de transformation, il va y avoir une réduction du temps d'attente, ce qui implique une réduction des coûts, et va impliquer un volume plus important Donc, du point de vue de l'économie locale et régionale, c'est cela. Ca augmente le commerce transfrontalier. N'oubliez pas que les mouvements des personnes sont un facteur d'intégration très important.

Qu'en est-il de l'implication du secteur privé dans ce projet PIDA ?
On le fait de plus en plus. Je crois que la Banque africaine de développement s'y attèlera davantage. Nous avons un secteur privé qui y pense. Nous avons un déficit qui s'élève en centaine de milliards. Nos gouvernements ont apporté 40 milliards, il manque en manque soixante à être complétés par un Comité interactif du secteur privé. C'est ce qui explique son implication. Nous avons achevé le montage financier.

Comment comptez-vous remédier aux obstacles liés à la libre circulation des personnes et des biens ?
On y a pensé en mettant sur pied ce genre de projets. Sinon, il n'aura aucun impact régional. Cette composante est incluse et apportera une solution aux problèmes liés à la libre circulation des personnes et des biens. Le message pour les populations est celui de l'espoir, tout le monde travaille à cela.

Interview réalisée par E.T.

FESTIVAL UNIVERSITAIRE

● Yaoundé I surplombe la 6ème édition

La mère des universités du Cameroun a remporté neuf épis dont sept en or, un en argent et un en bronze.

L'université de Yaoundé I est suivie par l'Injs - l'Institut national de la jeunesse et des sports de Yaoundé et l'université de Maroua qui totalisent chacun quatre épis dont deux en or et deux en argent. L'université de Buea vient en quatrième position avec deux épis d'or et un en bronze. Douala est cinquième avec un épi en or, cinq en argent et trois en bronze. Dschang est sixième avec un or, deux argents et trois bronzes. Suivent après, l'université de Bamenda avec un or, un argent et deux bronze, l'Institut universitaire du golfe de Guinée avec deux épis en argent et deux en bronze, l'université de Ngaoundéré avec deux argent et un bronze, l'Enstp - l'École nationale supérieure des travaux publics de Yaoundé avec un épi en argent, Yaoundé II avec trois en bronze, et l'Institut Siantou supérieur avec un bronze.

Cette année, le Festival universitaire des Arts et de la Culture avait pour thème : «L'émergence culturelle en milieu universitaire». Du 10 au 14 décembre 2018, l'Enstp - l'École nationale supérieure des travaux publics de Yaoundé, a servi de cadre aux activités culturelles auxquelles prennent part les établissements d'enseignement supérieur publics et privés. C'était sous la houlette du ministre Jacques Fame Ndongo de l'Enseignement supérieur, chancelier des Ordres académiques. Les étudiants sont venus de plusieurs institutions universitaires, notamment Bamenda, Buea, Douala, Dschang, Maroua, Ngaoundéré, Yaoundé 1 et Yaoundé 2, Siantou supérieur, l'Institut national de la jeunesse et des sports, l'Institut universitaire du golfe. Ils étaient au total 1200 étudiants, encadreurs, membres des jurys de concours.

A travers colloques, ateliers de renforcement des capacités comme le séminaire-atelier organisé le 12 décembre en faveur des acteurs de la communauté universitaire impliqués dans la lutte contre la corruption à l'École nationale supérieure polytechnique de l'Université de Yaoundé 1, et animations organisées, ils ont mis en valeur le riche patrimoine artistique et culturel du Cameroun. Ce d'autant plus que ce festival a pour objectif de célébrer l'art et la culture en milieu universitaire du fait de leur importance dans le développement d'un pays. Autres activités, les chants, histoires, contes, danse, peinture, sculpture, dessin, musique et photographie. Un carnaval universitaire a même sillonné les quartiers voisins du ministère de l'Enseignement supérieur, notamment l'itinéraire Poste centrale - Monument de la réunification - Assemblée nationale - Ngoa-Ekelle - Melen, avec pour point d'arrivée l'École nationale supérieure des travaux publics. «Je remercie et félicite le Professeur Georges Nkeng Elambo, opiniâtre Directeur de cette institution, qui avec abnégation et pugnacité, n'a ménagé aucun effort pour que ce grand rendez-vous culturel de la communauté universitaire se tienne dans ce magnifique campus», a reconnu le ministre Jacques Fame Ndongo.

Abe Bijepi

MME BERNADETTE KAPO ORDONNÉE PASTEUR DE LA CBC

Pour une mission d'évangélisation authentique

C'est la prescription du Rev. Pasteur Dr Ariel Paul Nchinde au tout premier pasteur de la CBC–paroisse Bethel de Matomb. C'était le 29 décembre 2018 à l'occasion de la cérémonie d'ordination pastorale à la Place des Fêtes de cette ville.

« *Un nouveau jour se lève pour libérer les peuples Bassa. Matomb servira d'exemple de développement et saura que c'est Dieu qui règne. Toute loge du mal qui retient la destinée pour freiner le développement des peuples Bassa, je leur propose repentance ou mort*». Ainsi s'exprimait l'apôtre Ariel Paul Nchinde, président régional Nord-ouest et de l'Ouest de la CBC au cours de la cérémonie d'ordination pastorale du pasteur –évangéliste Bernadette Kapo. C'était en présence des autorités administratives, religieuses et politiques qu'assistaient les populations locales et une délégation venue de Galim dans le département des Bamboutos.

« *Mon sentiment est très profond que la spiritualité. Je ne peux que bénir le Seigneur pour ce jour unique. Je place mon sacerdoce qui commence aujourd'hui sous le signe d un jour nouveau dans cette Nation, sous le signe du réveil authentique, spirituelle dans cette Nation. Nous vivons des situations critiques où l'injustice a développé les pieds, la méchanceté marche dans nos rues, le mal va grandissant, la jeunesse qui s'égare. Tous ces maux me poussent à croire qu'il n y a que l'Eglise pour mettre un terme à l'action du diable* », déclare Bernadette Kapo.

« *Le salut, la réconciliation, passent par la délivrance des forces du mal. Si la main du diable est brisée, je me réconcilie avec mon frère. Si la sorcellerie n'est plus à l'ordre du jour, les familles ne sont plus désintégrées. Le message d'amour est celui de la délivrance, celui qui détruit la sorcellerie et la haine dans la société. Nous confions au pasteur et son équipe, la mission d'évangéliser dans la vérité, réconcilier les cœurs, réconcilier les hommes avec Dieu, avec eux-mêmes en les délivrant des forces du mal. Car, les déchirements sociaux dans les familles sont l'œuvre des forces du mal. La mission que je confie à cette équipe et à tous les chrétiens, c'est la mission d, évangélisation authentique* », précise l'apôtre Ariel Paul Nchinde .

Madeleine Edimo

FÊTES DE FIN D'ANNÉE ET DU NOUVEL AN

● La Mirap a mobilisé 4000 tonnes de produits alimentaires

Grace au soutien des marchés forains, des marchés témoins périodiques, et des pavillons des complexes régionaux des magasins témoins de vente, les organisations de producteurs et les opérateurs économiques, les consommateurs se sont approvisionnés à moindre coût.

Afin d'assurer ses missions régaliennes d'approvisionnement des marchés, la Mission de régulation des produits de grande consommation (MIRAP) a inondé les marchés à moindre coût. L'objectif était de contrecarrer les tendances inflationnistes des prix au cours des fêtes de fin d'année 2018 et du nouvel an.

Les grandes métropoles de Yaoundé et de Douala ont été ciblées par des marchés forains spéciaux entre le 05 et le 31décembre. L'offre a été enrichie en produits du cru à l'ordre de deux marchés par jour, soit douze marchés par semaines, soit 48 marchés avec plus de 500 tonnes de produits. A ceci se greffent les marchés témoins périodiques dans les chefs-lieux des régions et certaines villes secondaires, du 21-24 décembre 2018 et du 28-29 décembre 2018.

L'innovation aura été la participation des magasins témoins de vente de Bertoua, Maroua et Garoua qui servent désormais de points de ravitaillement des consommateurs. Opérationnels quatre jours par semaine, de mercredi à samedi, leur exploitation consacre la migration de la sporadicité des marchés témoins périodiques vers la permanence des approvisionnements.

Cyprien Mbamzok Ntol l'administrateur de la MIRAP a déclaré pour la circonstance : « *A l'occasion des fêtes de fin d'année, une programmation spéciale a été mise en place qui ouvre ses magasins témoins de vente aux consommateurs du 18 au 24 décembre 2018 et du 26 au 31 décembre pour encadrer les deux périodes de fêtes ,avec une prévision d'approvisionnement de plus de 1000 tonnes de produits de grande consommation à des prix encadrés* ».

Lucien Tchaptchet

FRANCE

● Les « *Gilets Jaunes* » secouent la France

Sans organisation véritable, ni leader, le mouvement qui s'insurge contre la vie chère fait parler de lui dans toute la France.

Le samedi 17 novembre 2018, restera à coup sûr, à jamais gravé dans les mémoires des Français, voire du monde entier en général. C'est en effet ce jour que de centaines de milliers de manifestants prennent d'assaut les rues des principales villes de ce pays d'Europe occidentale. Réunis autour d'un mouvement dénommé « Gilets jaunes », ils se mobilisent contre la hausse des carburants, et celle du coût de la vie en général.

Ce qui fait la curiosité de ce mouvement est qu'il n'a ni leader, ni organisation. Mais plutôt un mouvement spontané qui a réussi faire entendre sa voix à travers des actions menées dans toute la France avec un succès incroyable. Tout est parti d'une pétition lancée par une certaine Priscillia Ludosky. « Au nom de toutes les personnes qui n'en peuvent plus de payer pour les erreurs des dirigeants et qui ne souhaitent pas toujours tout payer et à n'importe quel prix », explique-t-elle.

En un laps de temps, le mouvement recueille plus de 800 000 signatures. De nombreuses personnes se reconnaissent en cette revendication. Puisque celle-ci va au-delà du seul fait de la cherté des carburants pour s'étendre à d'autres volets du quotidien des français, notamment le coût de la vie, la désertification des petites villes, la disparition des services publics et le désengagement de l'Etat.

Pendant plus d'un mois, ces manifestants paralysent l'activité, attaquent des avenues et détruisent certains lieux symboliques de la France, à la grande stupéfaction des observateurs. Ils menacent même de prolonger leur marche jusqu'à l'Elysée. Les manifestants passent à la vitesse supérieure et revendiquent entre autres, l'augmentation significative du Smic, la dissolution de l'Assemblée nationale et le retour de l'Emprunt de la solidarité sur la fortune.

Achile Naye

Les solutions

Face à la ténacité de ce mouvement, le gouvernement déploie de milliers d'éléments des forces de l'ordre sur toute l'étendue du territoire, appuyés par des véhicules blindés. Dans la foulée, des centaines de manifestants sont placés en garde à vue. Des dizaines de musées sont fermés parmi lesquels l'Arc de Triomphe et la Tour Eiffel. Mais face à la résistance que lui oppose le mouvement, le gouvernement français, tout en affirmant sa fermeté, décide de faire des concessions. Il s'agit notamment de l'annonce de l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant, l'élargissement du chèque énergie, l'instauration d'une prime à la conversion du chauffage domestique, la subvention aux plus démunis pour changer de véhicule.

Pour les « gilets jaunes », ces mesures sont insuffisantes et arrivent trop tard. Ces derniers réclament ainsi la création d'un référendum d'initiative citoyenne(Ric). Celui-ci permet en effet de modifier une loi sans passer par le Parlement. Une revendication pas du tout du goût du gouvernement français. Le bras de fer est donc loin d'être terminé.

A.N.

● FILIÈRE CAFÉ

Des lauriers pour le café camerounais

A la faveur du 4éme concours international des cafés torréfiés organisé le 23 octobre dernier en France, deux marques phares du café du Cameroun ont été revalorisées.

Le Cameroun honoré par le prix remis à l'Union Centrale des Sociétés des Coopératives Agricoles de l'Ouest (UCCAO). L'édition 2018 très courue a réuni plus de 150 marques de café de 25 pays producteurs de café torréfié à l'origine « AVPA PARIS 2018 ».

Cette entreprise basée à Bafoussam dans la région de l'Ouest, a su se distinguer en glanant un prix Gourmet d'argent pour le café Délice et un gourmet de bronze pour le café Force 2. L'on se souvient que l' UCCAO que dirige François Mefinja Foka, à l'issue des 3 dernières éditions, avait ramené le Gourmet d'or pour le café Délice et une médaille d'honneur pour le café force 2 .

Ce Gourmet qui revient une fois de plus à l'UCCAO, confirme la notoriété, la qualité et l'importance de son café sur les marchés international et national.

EmericTumbove

COUPE DU CAMEROUN

● Le sacre inutile d'Eding Sport

La jeune équipe entraînée par le coach Jean-Baptiste Bisseck ne pourra malheureusement pas participer à la Coupe de la Confédération comme ce fût souvent le cas. Explications.

Le club du département de la Lékié dans la région du Centre a remporté le 02 décembre dernier, la 59e édition de la Coupe du Cameroun de football. C'était en battant Lion blessé de Fotouni, 1 but à 0, au cours d'une finale marquant la fin de la saison sportive 2018 présidée par le président de la République, Paul Biya. Le seul but du match porte la signature de Francis Baliang (13e), désigné homme de match avec à la clé une prime d'un million de FCFA.

Le sacre de l'équipe du nouveau président de la ligue régionale est sans enjeux dans la mesure où les hommes du coach Jean-Baptiste Bisseck ne vont pas prendre part à l'édition 2019 de la coupe des confédérations de la CAF. La CAF a éliminé sur tapis vert le 4e représentant du Cameroun, parce que la finale s'est jouée au-delà des délais prescrit par l'institution continentale en charge de football. Cette finale était attendue depuis plus de trois mois puisque c'est le 3 septembre que les finalistes s'étaient qualifiés.

Sanction

C'est donc à travers une correspondance de son secrétaire général, datée du 24 novembre 2018, avec pour objet «*Engagement de la 2ème équipe camerounaise à la Coupe de la Confédération Totale, CC 2018 /2019*» que le secrétaire général de la Confédération africaine de football, informe depuis le Caire en Egypte, son homologue de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), Benjamin Didier Banlock, que «Nous sommes au regret de vous informer que la CAF ne peut pas accepter d'engager une équipe cinq jours avant le démarrage d'une compétition.»

Pour prendre cette décision irrévocable, la CAF s'appuie sur des arguments irréfutables. «*Cette tardiveté reflète un non-respect des règlements de la compétition ainsi qu'un non-respect du délai de dérogation que vous avez vous-même sollicité dans votre courrier du 14 octobre.*» Par conséquent, «il a été décidé de rejeter la demande d'engagement de votre deuxième club et de qualifier votre adversaire à la phase suivante», indique le courrier signé du Ghanéen Anthony Baffoe, le secrétaire général adjoint chargé du développement du football.

Éclairages

D'après les règlements de la compétition, «*les demandes d'engagement doivent parvenir par courrier, fax ou e-mail au secrétariat général de la confédération avant le 15 octobre de l'année du début de la compétition.*» La CAF confirme avoir reçu de la Fecafoot une lettre en date du 14 octobre 2018 sollicitant une dérogation spéciale d'un mois pour communiquer le nom du deuxième représentant afin de lui permettre d'organiser la finale de la Coupe du Cameroun durant cette période.

La Confédération africaine de football a dû publier le calendrier de la compétition avec le nom «Cameroun 2» à titre provisoire en attendant de recevoir le nom le 15 novembre, soit douze jours avant le démarrage de la compétition. A la fin de la période de dérogation, la CAF a demandé d'envoyer le nom du deuxième représentant.

Le 22 novembre 2018, soit cinq jours seulement avant le début de la compétition prévue le 27 novembre, et une semaine après l'expiration de la période de dérogation octroyée, la Fecafoot a de nouveau envoyé une lettre indiquant le nom du deuxième représentant à la Coupe de la Confédération 2018/2019. Une filouterie puisque la finale de la Coupe du Cameroun ne s'est pas encore jouée.

Christophe Mbassi

NÉCROLOGIE

● Luc Assamba décroche

La grande famille du football a été frappée le 16 novembre, par le décès du maire de Yaoundé 2e. Président de Yaoundé II, Luc Assamba avait aussi occupé les fonctions de président de la Ligue régionale de football du Centre et de membre du Comité exécutif de la Fecafoot sous la présidence d'Iya Mohammed. L'homme politique est mort à la suite d'un AVC au centre des urgences de Yaoundé. En 2012, après 25 ans de location, cette commune urbaine d'arrondissement s'est dotée d'un siège digne des ambitions de ses populations et de leurs élus. 743 millions Fcfa, c'est ce qu'aura coûté le bâtiment construit en 25 mois et qui abrite depuis ce temps-là, les services de la commune urbaine d'arrondissement de Yaoundé II. Ce fils de la grande famille Tsinga de Yaoundé est également le président de la section Rdpc Mfoundi II. Considéré comme le chef politique de cet important arrondissement de la capitale camerounaise, il avait pratiquement le soutien des principaux élus et acteurs politiques de cette base du Rassemblement démocratique du peuple camerounais.

C.M

RETRAITE

● Didier Drogba raccroche

A 40 ans, Didier Drogba a disputé le 9 novembre 2018 aux Etats-Unis, en finale de l'USL Cup, une compétition nord-américaine l'ultime match de sa carrière de footballeur. L'attaquant a tiré dans la nuit du 21 au 22 novembre sa révérence sur son compte Twitter après deux décennies marquées notamment par ses glorieuses années à Chelsea (Angleterre) et ses exploits en équipe de Côte d'Ivoire. C'est l'un des meilleurs footballeurs africains de l'histoire et sans doute l'un des quatre ou cinq meilleurs attaquants qu'ait vu naître le continent. Une carrière qui l'a donc mené de petits clubs français, où il a pris son temps pour éclore durant les années 1980 et 1990, aux sommets des foots européen, africain et même mondial. En 2008, il y a dix ans, Didier Drogba publiait déjà une autobiographie avec le journaliste et par ailleurs consultant pour RFI, Hervé Penot. Ce n'était pas gagné. Un titre évocateur du parcours tortueux pour le natif d'Abidjan, envoyé à l'âge de 5 ans chez un oncle footballeur en France.

M. E.

PRÉSIDENCE DE LA FECAFOOT

Un plébiscite pour Seidou Mbombo Njoya

Le nouveau patron du comité exécutif de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) a remporté à une majorité écrasante le scrutin du 12 décembre, devant Joseph-Antoine Bell (46 voix contre 17, et 3 pour Daniel Nyamsi). Non sans contestations de l'association des clubs et éducateurs de football amateurs du Cameroun (Acefac) et d'autres acteurs du ballon.

La Fédération camerounaise de football (Fécafoot) connaît son nouveau président, élu mercredi à l'issue de son Assemblée générale : il s'agit de Seidou Mbombo Njoya, qui dirigera l'instance faîtière pour les quatre années à venir. En crise depuis cinq ans, et après deux comités de normalisation imposés par la FIFA – de 2013 à 2015, puis entre l'élection invalidée de Tombi A Roko Sidiki en septembre 2017 et ce mercredi 12 décembre – la Fécafoot vient de désigner celui qui la dirigera pour les quatre prochaines années. Il s'agit de Seidou Mbombo Njoya, qui l'a finalement emporté devant Joseph-Antoine Bell (46 voix contre 17, et 3 pour Daniel Nyamsi).

Cette Assemblée générale s'est tenue dans un climat tendu. L'attitude de l'avocat Dieudonné Happi, le président du Comité de normalisation chargé de gérer ces élections, a été pointée du doigt par plusieurs candidats et votants. Me Happi a en effet défendu Eto'o dans plusieurs affaires, et un des fils de ce ténor du barreau de Yaoundé gère les intérêts de l'ancien capitaine des Lions indomptables. Dans de telles conditions, il ne serait pas surprenant que les perdants de cette élection contestent les résultats.

L'assemblée générale élective, qui censée mettre fin à trois années d'administration provisoire à Fecafoot, pourrait toutefois jouer, dans les prochains jours, les prolongations dans les tribunaux, tant les plaintes émises par différents acteurs sont nombreuses. Ainsi, l'Association des clubs amateurs de football du Cameroun (Acfac) a accusé, dans un communiqué, le président du Comité de normalisation, Dieudonné Happi, de s'être «*départi de sa neutralité*» au profit de Mbombo Seidou Nchouwat Njoya, fils du sultan des Bamoun et ancien vice-président de la Fecafoot.

L'Acfac attend contester le déroulement de tout le processus devant les juridictions compétentes, en plus de la requête déjà introduite devant la Chambre de conciliation et d'arbitrage (Cca) du Comité national olympique et sportif (Cnosc). Même si le président du Comité de normalisation rejette ces accusations, estimant, sur les antennes de la télévision publique (Crtv) avoir fait son travail «en toute neutralité», depuis sa nomination en 2017.

Le président du conseil d'administration de Bamboutos de Mbouda (Elite One) a pris position également. Dans une lettre datée du 10 décembre et adressée au président de la Ligue de football professionnel du Cameroun (Lfpc), ayant pour objet «Assemblée générale élective Fecafoot», il décline l'invitation qui lui a été adressée dans le cadre de l'assemblée générale élective de la Fecafoot. «*En effet, nous refusons fermement de participer à une élection biaisée qui s'est déjà tenue en aparté dans les boîtes de nuit et les bars avec des voyous, et dont les résultats sont connus d'avance*», annonce-t-il.

De plus, poursuit le Pca de Bamboutos, «*nous avons eu confirmation de toutes les manœuvres mises en œuvre pour décrédibiliser cette élection et au cours de laquelle Monsieur Njoya sera désigné comme vainqueur de cette parodie électorale; laquelle est orchestrée par le président de la normalisation dont il a le soutien*». Aussi exige-t-il le retrait, immédiat et sans condition, de Bamboutos du comité électoral. Libre au président la Lfpc de trouver un autre club qui pourra «*cautionner cette supercherie*», en jouant parfaitement la comédie que le président de la normalisation et son équipe de «*marionnettes*» auront préalablement mise en scène.

Madeleine Edimo

CAN FÉMININE 2018

La malédiction continue pour le Cameroun

La sélection nationale de football avait nourri l'ambition de remporter son premier titre. Elle a été éliminée en demi-finale du tournoi, par le Nigeria, 4 buts contre 2.

La présentation à la première dame du trophée de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football n'aura donc pas lieu. Les Lionnes indomptables, finalistes de la CAN 2016 à domicile avaient promis, de faire honneur à Mme Chantal Biya, l'épouse du chef de l'Etat, dès leur retour au Cameroun. Les supporters des vice-championnes du continent y ont même cru que cet objectif serait atteint, facilement, en voyant les débuts prometteurs de Nchout Ajara et Christine Ngono Manie qui avaient dominé les Maliennes (2-1) et les Algérienne (3-0), avant un match nul (1-1) contre le Ghana.

Mais, pour la demi-finale, jouée à Accra, la mission s'annonçait difficile face aux Nigérianes, dont le sélectionneur Thomas Dennerby n'a cessé de proclamer que «*L'objectif des Super Falcons est une 9e couronne.*» en face, les Camerounaises ne pensaient qu'à effacer l'affront de 2016. Au bout du compte, la formation championne d'Afrique 2016 s'est qualifiée pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations 2018 en éliminant celle du Cameroun 4 tirs au but à 2 (0-0 après prolongation), ce 27 novembre 2018 à Accra.

«*C'était un match très difficile et je pense que nous méritions un meilleur sort dans le temps réglementaire parce que nous avions eu l'avantage de la possession de balle et nous nous sommes créés plus d'occasions que lors de nos précédentes rencontres. En football, une fois aux tirs au but, il n'y a pas grand-chose à faire, et c'est aux joueuses qu'il incombe maintenant de reproduire tout ce qu'elles ont appris et surtout de garder leur sang-froid pour marquer*», déclarait presque les larmes aux yeux, le sélectionneur du Cameroun, Joseph Brian Ndoko.

Les Lionnes indomptables, avant cette rencontre, restaient sur deux souvenirs douloureux, les deux finales perdues en 2014 et 2016. «La seconde fut pire puisque ce fut devant notre public», a rappelé Joseph Ndoko, lors de la conférence de presse d'avant-match. Le coach du Cameroun n'avait pas tort de penser que «*ce match contre le Nigéria est la finale avant la finale en raison de la rivalité entre les deux pays, notamment au niveau du football féminin*».

Meilleure formation africaine depuis plus de vingt ans, les Super Falcons ont remporté neuf (1991, 1995, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2010 et 2016) championnats d'Afrique des nations (CAN). Le Nigeria est aussi la seule équipe africaine à avoir atteint les quarts de finale de la Coupe du monde féminine en 1999, sur six participations (1991, 1995, 1999, 2003, 2007 et 2011), et trois aux Jeux olympiques: 2000, 2004 et 2008.

Les Lionnes indomptables n'ont cependant pas tout perdu. En remportant la médaille de bronze au détriment des Maliennes, 4 buts à 2, la capitaine Ngono Mani et ses coéquipières ont pu décrocher leur ticket de qualification pour la phase finale de la Coupe du monde prévue du 7 juin au 7 juillet 2019 en France. Compétition au cours de laquelle les Lionnes au premier tour devront affronter, dans le groupe E, le Canada, la Nouvelle Zélande et les Pays-Bas, selon le tirage au sort effectué le 08 décembre.

En plus de la qualification pour leur deuxième Mondial d'affilée, après Canada 2015, le Cameroun hérite du trophée fair-play de la compétition. Plusieurs joueuses ont aussi été sélectionnées dans l'équipe-type de la compétition, un défenseur, Claudine Meffometou, deux milieux de terrain, Raissa Feudjio, Marlyse Ngo Ndoumbouk et une attaquante, Gabrielle Aboudi Onguene. Ngo Mbeleck y est aussi, mais chez les substitues.

Christophe Mbassi

16 - 24 Février 2019
Palais des Congrès de Yaoundé

16 - 24 Febuary 2019
Yaounde Conference Center

(+237) 222 214 415
677 707 679
669 999 313
www.salonpromote.org
info@interprogress.org

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ

PARTICIPER À PROMOTE C'EST :

- Vivre une semaine dans un incubateur pour leaders de l'économie d'aujourd'hui et de demain
- Découvrir de meilleures opportunités d'affaires
- Découvrir des partenaires de choix
- Alerter son esprit vers les innovations
- Mieux comprendre les choix de ses concurrents
- Observer les nouvelles tendances de marketing et de communication
- Réfléchir aux besoins de perfectionnement professionnel de son entreprise
- Rencontrer de nouveaux clients
- Vivre l'expérience dans ce pôle d'émulation qu'est le Salon PROMOTE notamment pour améliorer son management, de la PME à la grande entreprise
- Faire mieux connaître sa production ou ses services sous le regard attentif des partenaires médias de PROMOTE
- Valoriser le visiteur-consommateur, arbitre de l'économie moderne.

INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISE, SME AND PARTNERSHIP OF YAOUNDE

PARTICIPATING AT PROMOTE IS:

- Living a week in an incubator for leaders of the economy of today and tomorrow
- Discovering better business opportunities
- Discovering partners of choice
- Meeting new customers
- Alerting your mind to innovations
- Better understanding of competitors' choices
- Observing new trends in marketing and communication
- Reflecting on your organization's professional development needs
- Experiencing the pole of emulation that PROMOTE offers in particular to improve its management, from SME to large enterprise
- Increasing awareness of its production or services under the watchful eye of PROMOTE's media partners
- Valorise the visitor-consummer, refree of modern economy .